La persécution de notre famille a commencé vers le début de 2015. Au début, il y avait des comparutions périodiques de l'agent de police du district, vérifiant les résidents et enregistrées. Ensuite, ils m'ont appelé à l'aéroport ATS pour une explication sur les croyances religieuses de ma mère, en disant quelle religion j'adhérais. Ensuite, il y a eu un appel soi-disant anonyme à la police disant que nous dissimulions des éléments criminels. Plusieurs fois au cours de l'année, nous avons été fouillés. Nous avons été surveillés à l'entrée. Maman a périodiquement appelé en 2017 à s'entretenir avec le Centre de lutte contre le terrorisme, le CEP. Nous avons fait des recherches, recherché des explosifs, des drogues, des publications interdites. Puis en 2018, il y a eu des interrogations entre nous et les enfants, des appels au mobile pour travailler. Ils sont venus dans deux voitures, huit personnes, ont emmené ma mère pour l'interroger, comme si elle était une sorte de criminel. Après ces actions démonstratives des officiers de police, certains voisins ont essayé de prouver qu’apparemment la mère était réellement impliquée dans tous les crimes graves, car de telles actions sont menées par les forces de sécurité, ce qui n’est pas que cela. Puis, avec un intervalle de trois mois, de nouveaux appels à interroger ma mère ont été demandés au département de la lutte contre le terrorisme. Où elle a également été interrogée sur ses intentions futures, sur ses interlocuteurs et sur ce qui l'intéressait. Par la suite, début 2018, une accusation d'incitation à la haine ethnique a été portée et un article extrémiste a été ajouté. À l'été 2018, en juin et en août, ma mère a subi deux examens psychiatriques, elle voulait apparemment savoir si elle était adéquate ou non. Pendant cette période, alors que nous vivions séparément, ma mère était sous surveillance constante. Nous en étions conscients. En décembre 2018, son dossier a été clos et l'enquêteur du comité d'enquête l'a informée, mais en avril 2019, le dossier a été repris à l'initiative du bureau du procureur. >>> Qu'est-ce qui m'a conduit exactement à cette position anti-gouvernementale? Lorsque vous grandissez avec le sentiment que vous êtes méprisé par tout ce qui vous entoure. École, voisins, amis. À cause du fait qu'un membre de ma famille n'aime pas le gouvernement. Parce que «Témoin de Jéhovah» - le 17 août 2017, le ministère de la Justice de la Fédération de Russie a inclus le «Centre administratif des témoins de Jéhovah en Russie» dans la liste des organisations interdites. En tant qu'organisation terroriste. Selon le gouvernement de la Fédération de Russie, tout ce qui n'est pas l'Église orthodoxe russe (ROC), c'est l'extrémisme. Pour cette raison, j'ai dû changer d'école, bouger. Pour être protégé de cela. À ce moment-là, j'ai vu sur Internet des révélations sur la corruption de responsables gouvernementaux émanant du «Fonds de lutte contre la corruption» Alexey Navalny. En outre, la situation en Crimée et toutes les sanctions ont donné une certaine compréhension de ce qui se passe dans mon pays, un cauchemar complet. Et comment vivent ces gens? A propos de la façon dont ils volent tous. La situation avec la Crimée n'a fait que confirmer mes pensées. Ces sanctions d'autres pays étaient indicatives. Au début de 2017, j'ai commencé mon activité: ma sœur, mes amis et ma mère, avec qui nous avons également rendu visite à Navalny, m'ont épaulé, bien que ma mère se trouvait à ce moment sur le chemin du témoin de Jéhovah, qui ne soutient aucune autorité. Mais le pouvoir doit changer. Et ne pas être pendant 20 ans au poste. J'ai commencé à écrire des articles sur les réseaux sociaux et ma mère m'a immédiatement soutenue dans cette activité. Mes opinions ont également été partagées par ma plus jeune soeur, Alina. J’ai immédiatement rejoint activement le siège d’Alexei, des connaissances avec lesquelles nous partagions le même point de vue. J'ai distribué des prospectus, aidé le personnel, envoyé des mailings sur les réseaux sociaux. J'étais complètement en solidarité avec Alexey, ses opinions étaient extrêmement convaincantes, il a révélé tous les mensonges des autorités russes. Je ne pouvais pas comprendre comment il pourrait en être autrement. Alexey a déclaré que la Russie devrait être libre et démocratique. >>> J'ai participé au rassemblement le 26/03/2017, le début était à 14 heures, j'étais un peu plus tard avec mes amis. D'abord, l'équipe est apparue à Navalny, elle attire plus de monde. L'action de protestation "Il n'est pas Dimon " contre le Premier ministre Dmitry Medved et son réseau de corruption. Dans cette action, des affiches et des chants ont été utilisés: «C'est notre ville», «La Russie sans Poutine», «La Russie sera libre», les chants sont également contre le président et les canards en caoutchouc jaune. L'action s'est déroulée dans le centre de Moscou, rue Tverskaya. À cette réunion, il y avait environ 25 000 personnes, mais pour une raison quelconque, au début, j’ai pensé que c’était moins. Ce rassemblement n'a pas été autorisé, ce que tous les participants n'ont pas permis. À ce moment-là, même avant le rassemblement, J'étais dans l'équipe sous la direction du siège d'Alexei Stepanov. >>>26/03/2017, vers cinq heures du soir, ils m'ont emmené au poste de police de South Tushino. Comme je l'ai découvert plus tard. L'arrestation a été faite sans aucune cérémonie. Saisi et jeté dans un bus de police. À leur arrivée, les personnes qui voyageaient avec moi et moi avons pris les empreintes digitales et ont été escortés au bureau. La conversation portait sur ma mère. Elle avait un article criminel pour ses activités sur Internet. J'ai été surpris Bien qu’il n’y ait rien d’étonnant, ils ont toutes les données des enfants de notre mère. Mais ils partent toujours du point sensible en essayant de faire peur. Étant donné que ma mère est enregistrée comme extrémiste, en 2015, nous sommes passés d'elle à sa sœur aînée et avons changé d'école. Parce que ces problèmes constants à l'école et les conversations des voisins, leurs reproches nous ont déprimés. Elle ne voulait pas cela pour nous. Et ainsi j'ai voulu protéger mes enfants de la négativité et de la persécution. >>>Ainsi, la conversation avec l'employé était que j'étais un criminel et que je m'opposais aux autorités et que je créais des conflits, créant des maisons et des troubles dans la ville. J'ai expliqué que tout cela n'est pas fait pour les combats. Nous voulons que de plus en plus de personnes dans notre pays sachent qui est notre Premier ministre Dmitry Medvedev et quel est son réseau de corruption, composé d’amis proches et de parents proches. Les rassemblements ne sont pas des massacres. Les rassemblements sont des activités informatives. Encore une fois, ils m'ont pris des informations: là où je vis, travaille, étudie, même s'ils le savaient tous depuis longtemps. J'ai été détenu au poste de police pendant 23 heures. Après cela, mon frère est venu pour moi et m'a pris. >>>À ce moment-là, je n'avais qu'une envie plus grande. Je pensais pouvoir réparer quelque chose. Je suis devenu un participant plus actif. Dans les réseaux sociaux fait différents types de mailing, à chacune de ses convocations était présent. Entre ces manifestations, j'ai été convoqué par l'enquêteur pour des conversations instructives. Je ne suis pas habitué à eux. En fait, ils ne m'ont pas fait peur. À notre adolescence, ils étaient nombreux à cause de la mère et de son implication auprès des Témoins de Jéhovah. Les rassemblements du 9 septembre ont commencé par la préparation. Les autorités savaient que les gens étaient mécontents. L'audience sur ces projets a donc eu lieu pendant la Coupe du monde 2018. Alexey Navalny a donc été emprisonné 50 jours avant le rassemblement. Ils ont essayé de se protéger de l'action. Et les chefs des autres partis d'opposition étaient également distants. >>>09.09.2018 J'ai assisté aux rassemblements sur la nouvelle «réforme des retraites» de mon pays. Lorsque l'âge de la retraite augmente et que les quotas sont supprimés, les personnes honnêtement gagnées se voient retirer de l'argent. Ils le font lorsqu'ils essaient de corriger des lacunes dans le budget. Les rassemblements ont eu lieu place Pouchkine. À 15h00 il y avait un début. Au rassemblement, il y avait environ 30 000 personnes. Détenu environ 700 à Moscou. Y compris moi. Le rassemblement a été organisé avec des slogans: «Poutine est un voleur», «Il n'y a pas de réforme des retraites» Nous n'avons pas eu un langage grossier dans les slogans. Tout était légal dans le comportement, à l'exception du rassemblement lui-même, car les autorités de Moscou ne l'ont pas approuvé, sans raison connue. Bien que la demande pour le rassemblement a été déposée comme prévu. Les détentions étaient brutales. Ils ont battu les gens, les ont traînés par les jambes. Malgré le vieil homme ou est-ce un enfant. Le retard a commencé vers 16h00. Où il y avait un immense monument, où moi et d'autres jeunes. Nous avons été jetés dans la voiture, où il y avait déjà environ 10 personnes. Khamovniki a été emmené au poste de police. Ils ont pris les empreintes digitales. Nous sommes entrés dans le bureau un par un. La conversation était encore une fois avec un parti pris pour ma famille. Ils ont dit prendre soin de votre famille. Pense à maman. Pourquoi est-ce que je fais tout ça, avez-vous besoin de problèmes? Je leur ai dit comment un rassemblement pouvait être un problème? Il s’agit d’une menace de la part de la police contre ma liberté d’expression, garantie par la Constitution et celle de mon pays. >>> 15.10.2018 Ma plus jeune soeur, Alina, et moi avons été convoqués au comité d'enquête. L'enquêteur m'a appelé au téléphone. Nous avons rendu visite à l'enquêteur du bureau du procureur inter-districts de Savelovskaya. Notre conversation était basée sur notre Instragram, sur les réseaux sociaux et sur les publications. La conversation s’est déroulée l’une après l’autre, puis ils ont été amenés ensemble dans le bureau. Lors de cette conversation, ma sœur et moi avons été invités à coopérer. Nous devions donner des informations sur les personnes qui soutenaient l'opposition pour indiquer leurs données personnelles. Ils ont dit que pour le moment nous n'avons pas d'autre choix. Nous devons prendre soin de nous et de votre mère. À quoi ma sœur et moi avons dit un non catégorique. Notre refus a été perçu négativement. >>> 10/22/2018 L'appartement a été fouillé. On frappa à la porte, je ne pensais pas que c'était quelqu'un d'autre. Nous avons donc un concierge en bas. J'ouvris la porte calmement, pensant que ce voisin frappait. P est apparu des employés, en civil. Se sont présentés comme un département de lutte contre l'extrémisme. Inspecté l'appartement pour trouver d'autres personnes. Le protocole n'a pas été fait. Ils ont pris mes photos et supprimé toutes les données de l'iPad. Ils ont supprimé les données du disque dur de l'ordinateur. >>> 30.10.2018 Nous avons de nouveau été appelés à l'enquêteur. C'est l'enquêteur qui a conduit le cas de notre mère. Ils m'ont appelé et ma petite soeur. Nous sommes arrivés à 14h00-18h00. La conversation concernait notre mère qui nous préparait pour une telle activité. Il a demandé quel était notre point de vue sur les activités de notre mère. Et notre vision des activités de ma mère, de moi-même et de ma sœur cadette était positive, nous la soutenons Nous ne voyons rien de mal et de terroriste dans cette religion. Chaque personne devrait être libre de choisir quelle religion elle veut observer. Il y a eu également une conversation sur nos publications dans les réseaux sociaux. À quoi nous avons répondu à l'enquêteur, que nous ne faisons rien d'illégal. Nous adhérons à toutes les lois. Nous ne participons pas à des activités illégales et à la propagande de violence. L'enquêteur a déclaré que toutes nos actions devraient être retirées des réseaux sociaux. J'ai refusé ce décret. Je ne comprenais pas du tout. Et qu'est-ce que ça veut dire Après tout, nous avons le droit d'utiliser intégralement les réseaux sociaux, puisque nous ne violons pas la loi, nous ne publions pas de messages hostiles. >>> 03.11.2018 Les gens sont venus travailler chez moi. J'ai vu quand ils sont venus. Mais je ne savais pas qui c'était. Ils ont demandé à appeler le responsable. Après leur conversation, environ 45 minutes, j'ai été appelé au bureau du responsable depuis le lieu de travail. Elle a dit qu’elle n’avait pas besoin de problèmes et que nous avions déjà été virés de notre plein gré. Elle a dit que nous allons recevoir l'argent dû au moment de notre congédiement. J'ai été choqué. J'y ai travaillé pendant 3 ans. La même chose est arrivée à ma soeur. Elle a été informée plus tard. Mais je savais déjà que ce serait pareil avec elle. >>>05.11.2018 Ma plus jeune soeur et moi allions à la maison. Vers 22h00. Près de l'entrée de nous est venu un homme nommé Dmitry. A montré un document. Il a dit que nous n'imaginions même pas et ne savions pas quel genre de problèmes nous avions. Quels sont ces problèmes? Quel genre de Il a dit que si nous ne disparaissons pas du pays, ma mère sera plantée bientôt. Elle a déjà des affaires pénales. Et ils me donneront des médicaments. Juste j'ai des tatouages! Il a dit que les menaces des employés sont sérieuses, voire très sévères, en essayant apparemment de nous faire peur de cette façon. Le deuxième employé était assis dans la voiture. Berline noire. La voiture était sans numéro. >>>07.11.2018 Nous sommes allés à la police. Ils voulaient écrire une déclaration sur les menaces. Nous n'avons pas accepté la déclaration. Comme ce n'était que le nom de Dmitry de certains organismes chargés de l'application de la loi. Pas de détails. >>>08.11.2018 Nous nous sommes rendus au bureau du procureur du district nord. Lors de la réunion avec l'enquêteur Tatiana. Je pense que cet enquêteur était un peu désolé pour nous. L'enquêteur n'a pas non plus accepté la déclaration. Bien qu'il y ait des menaces claires! Que faire dans cette situation, je ne savais pas. J'ai été licencié de mon travail, menacé d'emprisonner ma mère et de jeter de la drogue à l'appartement. Après avoir parlé avec nous, elle nous a conseillé amicalement de quitter le pays et d’emmener notre mère avec nous. Si nous avons cette opportunité. Mais à cette époque, nous n'avions pas une telle opportunité. Je n’avais pas de relations avec des gens de structures de pouvoir, nous n’avions pas travaillé non plus. Nous les avions tous sur les listes, enregistrés, toute notre famille. Cette décision relative au départ visait à me protéger, ainsi que ma famille, des empiétements des forces de sécurité afin de se protéger de leurs actions fausses et sales. Maman, malheureusement, ne pouvait pas partir. Elle est sous enquête.